

# Commune de SAINT-MÉLOIR DES ONDES

DÉPARTEMENT d'ILLE-ET-VILAINE

## **PROCES-VERBAL du CONSEIL MUNICIPAL du 2 MAI 2017, à 19 heures**

**Présents** : Monsieur BERNARD René, Maire – Mesdames CASU Odile, DUFAIX Marylène, CHAMBIOT-PONCET Soizick, Adjointe – Mrs BOULEUC Yves, DUVAL Yvonnick, Adjoints – Mmes BREVAULT Chantal, ENEL-REHEL Rozenn, LE SCORNET Sylvie, LEPAIGNEUL Virginie, MAZEAU Laurence, MENARD Patricia, THOMAS Huguette, VILLENEUVE Catherine, conseillères municipales, Mrs COURDENT Stéphane, GIZARD Rémy, de LA PORTBARRÉ Dominique, LEMONNIER Philippe, LESNE Loïc, SIGURET Jérôme, VUILLAUME Michel, Conseillers Municipaux.

**Absents excusés** : Monsieur LABBE René, adjoint, (pouvoir à Mme LEPAIGNEUL Virginie), Madame PERRIGAULT Chantal, conseillère municipale (pouvoir à Mme MAZEAU Laurence), Monsieur LESAGE Samuel, conseiller municipal (pouvoir à M. BERNARD René), Monsieur JENOUVRIER Stéphane, conseiller municipal (pouvoir à M. LESNE Loïc), Mme MALOIZEL Madeleine et M. PLIHON Sébastien, conseillers municipaux.

**Secrétaire de séance** : Madame LEPAIGNEUL Virginie, conseillère municipale.

---

**Procès-verbal de la séance du 3 Avril 2017** : Le procès-verbal de la séance est adopté à l'unanimité des membres présents.

---

## **SUBVENTIONS aux ASSOCIATIONS**

### **2017.046 – Attribution des subventions 2017 aux associations communales et extra communales**

Monsieur Yvonnick Duval, adjoint, Madame Huguette Thomas et Monsieur Jérôme Siguret, conseillers municipaux, du fait de leur qualité de présidents d'associations méloriennes, quittent la salle pendant l'étude de ce dossier.

Madame Soizick Chamiot-Poncet, adjointe à la vie associative, rappelle que lors de sa séance budgétaire du 3 avril 2017, le conseil municipal a voté une enveloppe de crédits pour les subventions de fonctionnement aux associations. La Commission « Vivre à Saint-Méloir des Ondes » s'est réunie le 27 mars dernier afin d'étudier les demandes de subvention en provenance des associations communales et extra communales.

Elle précise que lors de cette réunion, la commission a revu le mode de calcul pour l'octroi d'une subvention aux associations sportives, lequel s'établit comme suit :

. Enfants (jusqu'à 18 ans) de Saint-Méloir des Ondes	: 30 €
. Enfants (jusqu'à 18 ans) hors Commune	: 15 €
. Adultes de Saint-Méloir des Ondes	: 5 €
. Adultes hors Commune	: 3 €

10 % du montant des frais de rémunération d'un entraîneur/éducateur.

Pour les associations (Aïkido, St-Méloir Rando Country, St-Méloir Tout Court, Marchons à St-Méloir et Entraînement Physique Mélorien) ayant plus de 75 % d'adhérents adultes, il est proposé de fixer un forfait tarifaire de 300 €.

Pour l'association « Mélorienne Tennis de Table », elle précise que la commission propose de financer l'achat d'une table de ping-pong.

Associations sportives	Subvention	Subvention Complémentaire	Total 2017	Observations
Tennis	2 039.00 €		2 039.00 €	
Mélorienne Badminton	925.00 €		925.00 €	
Roller Skating Mélorien	1 964,00 €		1 964,00 €	
Mélorienne Football	4 405,00 €	2 000,00 €	6 405,00 €	2000 € (subvention pour le nettoyage des vestiaires et le traçage des terrains)
Judo Club Mélorien	1 756.00 €		1 756.00 €	
Aikido-Dojo Mélorien	405.00 €		405.00 €	
St Méloir rando country	405.00 €		405.00 €	
Gymnastique Volontaire Féminine	1 343.00 €		1 343.00 €	
Korigan Karaté Club Mélorien	853.00 €		853.00 €	
ST MELOIR Tout Court	300.00 €		300.00 €	
Mélorienne Tennis de Table	808.00 €		808.00 €	
Atelier de danse Chorégraphique Malouin	907.00 €		907.00 €	
Marchons à ST MELOIR	300.00 €		300.00 €	
Harem	652.00 €		652.00 €	
<b>TOTAL</b>	<b>17 062.00 €</b>	<b>2 000,00 €</b>	<b>19 062.00 €</b>	

AUTRES ASSOCIATIONS MELORIENNES	Subvention 2017
APEL	300,00 €
APEEP	300,00 €
Mini Auto Club Mélorien	270,00 €
RNJA JA2 Junior Association	225,00 €
Festy Village	2 500,00 €
Festy Village (Fête de la Musique)	2 000.00 €
ACCA Chasse	300,00 €
Club Bonne Amitié	640,00 €
UMAC Anciens Combattants	630,00 €
Patrimoine et Souvenir de ST MELOIR	135,00 €
Bibliothèque Pour Tous	1 100,00 €
APAR M.A.P.A.	220,00 €
Association les Petits Costauds	300.00 €
<b>TOTAL</b>	<b>8 920.00 €</b>

Concernant les autres demandes, la commission a tenu à privilégier les associations à but caritatif et humanitaire. Les attributions suivantes sont proposées :

<b>AUTRES ASSOCIATIONS</b>	<b>Subvention 2017</b>
Entraînement Physique Mélorien	<b>300,00 €</b>
Sobriété Liberté Santé	<b>50,00 €</b>
Papillons Blancs	<b>50,00 €</b>
Croix Rouge Française	<b>130,00 €</b>
Prévention Routière	<b>110,00 €</b>
A.D.M.R.	<b>100,00 €</b>
Virade de l'Espoir	<b>420,00 €</b>
Banque Alimentaire	<b>150,00 €</b>
Restos du Cœur	<b>100,00 €</b>
Donneurs de sang	<b>110,00 €</b>
Secours Catholique	<b>50,00 €</b>
Téléthon AFM	<b>220,00 €</b>
handicap sport Art 35	<b>50,00 €</b>
Ligue contre le cancer	<b>50,00 €</b>
Croix d'Or	<b>50,00 €</b>
Société Protectrice des Animaux	<b>50,00 €</b>
Société Nationale de Sauvetage en Mer	<b>170,00 €</b>
familles de Marins Péris en Mer	<b>100,00 €</b>
FGDON 35 (piégeage ragondins)	<b>460,00 €</b>
Association « Le Goëland »	<b>100,00 €</b>
<b>TOTAL</b>	<b><u>2 820,00 €</u></b>

**Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,**

**Après un vote dont les résultats sont les suivants :**

22 Pour            0 Contre            0 Abstention

**Le Conseil Municipal**, à l'unanimité, **VOTE** les attributions de subventions aux associations telles que présentées ci-dessus, **CHARGE** Monsieur le Maire de procéder à leur mandatement et **EMET** un avis favorable au financement d'une table de ping-pong pour l'association de tennis de table.

**Observations** : Il est observé que certaines associations subissent une baisse significative de leurs subventions induite par le nouveau mode de calcul.

*Monsieur Yvonnick Duval, adjoint, Madame Huguette Thomas et Monsieur Jérôme Siguret, conseillers municipaux, reprennent place au sein de l'assemblée.*

## AFFAIRES SCOLAIRES

### **2017.047 – Subvention 2017 au RASED (Réseau d'Aide Spécialisé aux enfants en difficulté)**

Madame Marylène Dufaix, adjointe, indique que le réseau d'Aide Spécialisé aux Enfants en Difficulté (RASED) du secteur s'étend sur 9 communes et 1 Regroupement Pédagogique intercommunal (RPI). Le RASED est assuré par une psychologue qui visite les différentes écoles publiques du secteur. Un budget de fonctionnement, et parfois d'investissement, lui sont alloués à l'année. Pendant plusieurs années, seule la commune de Cancale en a supporté le fonctionnement (*fournitures administratives, petit matériel, frais de téléphone...*), ce qui était un cas isolé dans le département, puisqu'un système de solidarité fonctionnait sur les autres territoires.

Sollicitée en 2016, la commune de Saint-Méloir des Ondes a apporté une participation de 444.77 €. Pour 2017, le RASED sollicite de nouveau les communes bénéficiaires du service selon le mode suivant :

*Effectif total du secteur d'intervention à la rentrée 2016/2017 : 1 215 élèves*

*Effectif de l'école de St-Méloir des Ondes : 176 élèves, soit 14.48 % de l'effectif*

*Subvention sollicitée = 14.48 % de 3 258 € (cpte administratif de fonctionnement RASED 2016) = 471.75 €*

**Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré**

**Après un vote dont les résultats sont les suivants :**

25 POUR    0 CONTRE    0 Abstention

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents**

**DECIDE** d'attribuer une subvention de 471.75 € au RASED (*Réseau d'Aide Spécialisé aux Enfants en Difficulté*)

**CHARGE** Monsieur le Maire de procéder à son mandatement.

### **Point sur la prochaine rentrée**

Madame Marylène Dufaix, adjointe aux affaires scolaires, rappelle aux membres de l'assemblée que depuis la rentrée 2014/2015, la commune organise des Temps d'Activités Périscolaires (T.A.P.) pour les élèves de l'école publique et pour les élèves scolarisés à l'Ecole Saint-Joseph, ceci à raison de 3 heures hebdomadaires par école.

Une rencontre a récemment été organisée avec Monsieur Jehan, Président de l'Ogec, et Monsieur Le Tilly, Directeur, pour leur faire part des difficultés de la commune à assurer un encadrement optimum et de qualité des effectifs de l'école Saint-Joseph, notamment au niveau de la maternelle.

Dans la continuité de cet entretien et conformément au souhait de la commission des affaires scolaires, la commune a saisi l'OGEC par courrier du 27 avril 2017 pour savoir si à la rentrée prochaine, l'école Saint-Joseph aurait la possibilité de garantir la commune du concours de toutes ses ATSEM, et éventuellement d'autres personnels, pour encadrer les activités périscolaires.

Si l'OGEC n'était pas en mesure de répondre favorablement à cette sollicitation, la commune a fait savoir qu'elle ne serait malheureusement plus en mesure de poursuivre l'organisation et l'encadrement des TAP de l'école privée.

Ceci signifierait donc un retour de l'école privée à une semaine scolaire de 4 jours comme précédemment, ce qui n'est pas permis pour l'école publique assujettie obligatoirement à la réforme des rythmes scolaires.

Monsieur le Maire indique que dans ce cas, l'Accueil de Loisirs serait amené à ouvrir le mercredi matin comme auparavant, ce qui permettrait de réemployer sur cette plage horaire les Atsem et personnels d'animation qui intervenaient habituellement en fin de journée pour les TAP.

Pour ce qui concerne l'attractivité des écoles, Monsieur le Maire ajoute que les TAP ne sont pas un critère déterminant pour le choix d'un établissement scolaire. En conséquence, un mode différencié d'organisation de la semaine scolaire ne devrait pas générer de concurrence et avoir un impact négatif sur l'effectif de l'une ou l'autre des écoles.

Pour ce qui est de l'avenir et de la pérennisation des rythmes scolaires dans les écoles publiques, il faudra désormais attendre les initiatives du nouveau gouvernement en la matière.

Pour l'instant, la commune demeure dans l'attente de la réponse de l'OGEC qui doit intervenir avant la séance de conseil municipal du 6 juin prochain.

Il est précisé que la commune est attachée à conserver le principe de gratuité des TAP.

Par ailleurs, Madame Dufaix explique qu'elle souhaite étudier la possibilité de mettre en place une aide aux devoirs pour les élèves de C.M à la rentrée prochaine. Celle-ci ne serait pas généralisée, mais plutôt instituée de concert avec les enseignants et pourrait être dispensée après 16h30 ou sur le temps des TAP. Ce dispositif suppose l'implication de bénévoles car un encadrement de 1 adulte pour 2 enfants semble souhaitable.

---

## **AFFAIRES CULTURELLES**

### **2017.048 – Conventionnement avec l'école de musique de Cancale – Financement communal**

Madame Dufaix, adjointe à la culture, explique que l'Ecole de Musique de Cancale sollicite le renouvellement de son partenariat avec la commune, l'actuelle convention ayant expiré le 31 décembre 2016.

Depuis le début de l'année, des démarches ont été engagées avec l'établissement pour aboutir à un dispositif acceptable par tous.

Un nouveau mode de fonctionnement et de financement a été défini pour les 5 communes membres qui sont : Cancale, La Gouesnière, Saint-Père, Saint-Méloir des Ondes et Saint-Jouan des Guérets. Le calcul des participations communales intègre à la fois le nombre d'enfants inscrits (*part modulable*) et non plus uniquement le nombre d'habitants (*part fixe*).

Il est rappelé que ce dossier avait fait l'objet d'un ajournement lors du dernier conseil municipal car des données manquaient alors vis-à-vis du mode de fonctionnement de l'école (*effectifs d'élèves concernés, organisation des cours...*).

Considérant les garanties obtenues pour améliorer la gestion de l'école et afin de ne pas grever son existence (*14 salariés – 29 élèves méloriens*), il est proposé de reconduire le partenariat avec l'Ecole de Musique de Cancale jusqu'au 30 juin 2018.

Un suivi et une évaluation des actions seront réalisés au cours de l'année scolaire 2017/2018, afin de déterminer si le fonctionnement s'avère satisfaisant et peut être reconduit.

**ENTENDU l'exposé ci-dessus et après en avoir délibéré,**

**Après un vote dont les résultats sont :**

23 POUR      2 Abstentions      0 CONTRE

### **Le Conseil Municipal**

**ACCEPTE** les conditions de fonctionnement et de financement proposées par l'Ecole de Musique de Cancale,  
**DÉCLARE** reconduire la convention avec l'établissement jusqu'au 30 juin 2018,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention à intervenir et à régler la participation financière due par la commune au titre de l'année civile 2017, soit la somme de 8 056 euros.

---

*Observations : La contribution par élève, soit 277 euros (8 056 €/29), est jugée importante et requiert un effort non négligeable de la part de la collectivité. Aussi, il est demandé qu'une attention particulière soit portée au fonctionnement et aux résultats de l'école de musique sur cette année test.*

## **Bibliothèque – Point sur les travaux de bâtiment**

Monsieur Yvonnick Duval, adjoint en charge des bâtiments, explique qu'après démolition partielle de l'intérieur du bâtiment, le maître d'œuvre et les entreprises ont constaté une fragilisation des murs existants (*essentiellement le pignon côté rue*), le plus souvent dûe à une succession de modifications de l'ouvrage (*défaut de renforts, beaucoup d'ouvertures de façade, découpe de charpente...*).

L'instabilité de l'ouvrage a amené la maîtrise d'œuvre à repenser le phasage et le contenu des travaux, en concertation avec l'entreprise ETPO (*lot gros œuvre*), le bureau de contrôle technique et le chargé de mission SPS.

Il est aujourd'hui proposé de reprendre l'ensemble du pignon ainsi que la souche de cheminée sans aucune incidence sur le coût de l'opération (*tous corps d'état et tout intervenant*), ni sur le délai de chantier, ni sur le rendu architectural des façades.

Cette solution, bien que non prévue initialement, sécurisera les conditions de travail des entreprises et évitera aussi un étalement lourd qui impacterait sur l'emprise de la rue durant plusieurs semaines.

Un avenant au marché de travaux est en cours de traitement avec l'entreprise ETPO, seule concernée par les modifications. Il relatera l'ensemble de l'ouvrage modifié, ceci sans incidence financière.

Compte tenu du retard pris à cause du désamiantage supplémentaire, la livraison du bâtiment est prévue pour le 15 janvier 2018.

## **2017.049 – Bibliothèque – Prolongation du partenariat avec « Bibliothèque pour Tous »**

Madame Marylène Dufaix, adjointe à la culture, rappelle que la construction de la bibliothèque a pris quelque retard en raison de travaux supplémentaires de désamiantage. Compte tenu des nouveaux délais de construction, il est proposé de prolonger le partenariat existant avec le réseau « Culture et bibliothèque pour tous », prestataire associatif actuel, au-delà de son échéance actuelle du 30 septembre 2017.

Une prolongation de 6 mois semble souhaitable, soit un conventionnement jusqu'au 31 mars 2018.

**ENTENDU l'exposé ci-dessus et après en avoir délibéré,**

**Après un vote dont les résultats sont :**

25 POUR      0 Abstention      0 CONTRE

### **Le Conseil Municipal**

**SOLLICITE** la prolongation de 6 mois de la convention de partenariat liant la ville au réseau « Culture et Bibliothèque pour tous », soit un terme au 31 mars 2018,

**DIT** que les autres termes de la convention resteront inchangés, y compris les conditions de participation financière,

**DIT** que pour la période en cours (*1<sup>er</sup> octobre 2016 – 30 septembre 2017*), la commune versera une participation inchangée de 7 000 euros à « Culture et Bibliothèque pour tous », au titre du forfait annuel destiné à l'enrichissement du fonds documentaire,

**DIT** que ce versement sera proratisé au 6/12<sup>ème</sup> pour la période de prolongation de la convention,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer l'avenant de prorogation à intervenir.

---

### **Observations :**

*Monsieur le Maire propose que le groupe de travail « Bibliothèque » se réunisse le LUNDI 15 MAI prochain, à 18h30, afin de définir les conditions de la consultation de fourniture du mobilier et de choix d'un logiciel de gestion de bibliothèque.*

---

## VOIRIE- URBANISME

### **2017.050 – Programme d'aménagement des entrées d'agglomération – Rue de la Gare – Désignation d'une maîtrise d'oeuvre**

Monsieur le Maire rappelle que dans le cadre du vote de son budget primitif, la collectivité a inscrit des crédits pour l'aménagement de la rue de la Gare (*opération « Entrées d'agglomération »*).

Une étude détaillée est en cours auprès du SDE35 pour connaître les coûts d'effacement des réseaux et de l'éclairage public dans cette rue.

Pour cette opération d'aménagement, la commune souhaite pouvoir être assistée d'une maîtrise d'oeuvre.

Le bureau TECAM, qui accompagne déjà la réalisation des entrées de l'agglomération pour les rues Emeraude - Clos Poulet - Magdeleines, a fait une offre en ce sens.

Son offre s'établit à 8 800 € HT ( 10 560 € TTC).

**ENTENDU l'exposé ci-dessus et après en avoir délibéré,**

**Après un vote dont les résultats sont :**

25 POUR    0 Abstention    0 CONTRE

#### **Le Conseil Municipal**

**SOUHAITE** élargir l'aménagement des entrées de l'agglomération à la Rue de La Gare, conformément aux crédits inscrits au BP 2017,

**DECIDE** de confier la maîtrise d'oeuvre de l'aménagement de la Rue de La Gare à la société TECAM ( 47-49 rue Kléber – 35304 Fougères) au prix de 8 800 € HT , soit 10 560 € TTC,

**SOLLICITE** tous les financeurs publics et privés susceptibles d'intervenir au subventionnement de cette opération d'aménagement.

#### **Observations :**

- *Monsieur le Maire fait savoir que la Rue de La Gare devra idéalement être achevée dans le courant de l'automne prochain, ceci afin de ne pas gêner la réalisation du giratoire du Vaupinel, opération gérée par le département et qui va requérir la mise en place d'une déviation.*
- *Il informe également l'assemblée que de nombreuses doléances de riverains ont été reçues sur l'étalement des travaux dans le secteur du Clos Poulet et de la Main d'Argent, ceci alors que le planning des entreprises est pourtant bien respecté. Pour réduire les gênes, la collectivité a donc exigé que les enrobés définitifs soient impérativement réalisés pour le 5 mai prochain, avant le second tour des élections présidentielles.*

### **2017.051 – Acquisition d'une brosse de désherbage mécanique pour les services techniques – Choix du fournisseur**

Monsieur le Maire indique que l'emploi de produits phytosanitaires est désormais proscrit pour l'entretien des espaces publics. Il rappelle que la collectivité a prévu des crédits d'investissement pour équiper le service technique municipal d'une brosse de désherbage mécanique. Trois sociétés ont produit un devis pour ce matériel et des démonstrations ont été organisées.

Après étude des devis et démonstrations, il est proposé d'acquérir une brosse de désherbage modèle AGRIA 8100, auprès de RS Motoculture (*sise à St-Coulomb – 38 route de St-Malo*) pour un montant de 3620.40 € HT.

Entendu l'exposé ci-dessus,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

25 POUR                      0 Contre                      0 Abstention

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,**

**DECIDE** d'acquérir une brosse de désherbage modèle AGRIA 8100, auprès de RS Motoculture (*sise à St-Coulomb – 38 route de St-Malo*) pour un montant de 3 620.40 € HT,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer le bon de commande correspondant.

## **2017.052 – Prescription technique pour les opérateurs (électricité, eau, gaz, téléphone, eaux usées...)**

Monsieur le Maire informe l'assemblée que les opérateurs en charge des raccordements (électricité, eau, gaz, téléphone, eaux usées...) procèdent souvent de façon dispersée dans leurs demandes d'autorisation de voirie et multiplient les interventions sur le domaine public pour un même bâtiment, ce qui endommage les ouvrages publics (chaussée, trottoirs, espaces verts,...).

Fort de ce constat, la collectivité souhaite inclure dans ses autorisations d'urbanisme une disposition technique spécifique aux réseaux qui stipulera que : « Une seule ouverture de chaussée sera faite pour l'ensemble des raccordements. La réfection se fera à l'identique, en enrobé à chaud. ».

Cette disposition permettra ainsi d'harmoniser les interventions et d'éviter leur multiplication pour un même bâtiment.

Entendu l'exposé ci-dessus,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

25 POUR                      0 Contre                      0 Abstention

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,**

**DECIDE** d'inclure dans les demandes d'autorisations d'urbanisme une disposition technique spécifique aux réseaux stipulant que : « Une seule ouverture de chaussée sera faite pour l'ensemble des raccordements. Une réfection à l'identique sera réalisée en enrobé à chaud ».

**CHARGE** le Maire de transmettre cette clause au service d'instruction du droit des sols.

## **2017.053 – Dénomination de la rue du Lotissement « Le Moulin du Bourg II / Appellation pour l'opération d'urbanisation « secteur du Ménage »**

Monsieur le Maire indique que lors de la réunion du 25 avril 2017, la commission d'urbanisme a réfléchi à des dénominations pour les nouvelles rues des lotissements « Les Clossets » et le « Moulin du Bourg II ». Il convient également de trouver une appellation pour l'opération d'habitat menée par la SACIB dans le secteur du Ménage.

**Pour l'opération d'urbanisation dans le secteur du Ménage**, il est remis à chaque élu une liste de noms issus des propositions des conseillers municipaux et chacun est invité à effectuer deux choix.

A l'issue du dépouillement des listes, les dénominations « Terres de Cornouaille » et « Clos/ ou Jardin des Maraîchers » arrivent en tête et sont alors soumises au vote de l'assemblée.

. Terres de Cornouaille	12 voix
. Le Clos/Le Jardin des Maraîchers	13 voix

VU le résultat ci-dessus exposé, le **Conseil Municipal, à la majorité des membres présents, DECIDE** de retenir l'appellation « **Le jardin des maraîchers** » pour l'opération d'habitat du Ménage.

### **. Dénomination de la rue du « Moulin du Bourg II »**

Monsieur le Maire fait savoir que compte tenu de la rapidité de dépôt des permis de construire, la commission d'urbanisme a dû faire une proposition en urgence pour la rue unique du lotissement « Moulin du Bourg II », à savoir « Rue de l'Epeautre ». L'approbation de l'assemblée est sollicitée pour entériner cette proposition.

Entendu l'exposé ci-dessus,

Après un vote dont les résultats sont les suivants : 25 POUR                      0 Contre                      0 Abstention

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,**

**DECIDE** de dénommer la rue du « Moulin du Bourg II », **rue de l'Epeautre.**

**CHARGE** Monsieur le Maire de passer commande dudit panneau et d'en aviser les différents services (services fiscaux, postaux, d'urgence.....)



**. Lotissement « Les Clossets »**

Monsieur le Maire indique que dans ce lotissement, il convient de dénommer 2 rues et 1 impasse. Il propose aux membres du conseil municipal de retenir le thème des arbres fruitiers pour les appellations.

Il est proposé plutôt d'orienter les futures dénominations de voies vers des noms de personnages illustres liés à l'histoire de Saint-Méloir des Ondes.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée de réfléchir à des propositions qui seront soumises au vote lors de la prochaine séance du conseil municipal.

---

## **INFORMATIONS**

**Elections législatives** : Monsieur le Maire indique que Monsieur Gilles Lurton, candidat aux élections législatives des 11 et 18 juin 2017, souhaite réserver la salle des fêtes afin d'y organiser une réunion publique.

L'assemblée convient que la salle des fêtes sera mise à disposition, à titre gratuit, aux candidats pour la tenue de leurs réunions publiques de campagne électorale.

Monsieur le Maire rappelle aux membres du conseil municipal que le second tour des élections présidentielles aura lieu le 7 mai 2017. Il indique que chaque élu a été destinataire des tableaux de présence en tant qu'assesseur et/ou scrutateur.

La secrétaire de séance  
**Virginie LEPAIGNEUL**



**Séance close à 21 h 15**

Le Maire  
**René BERNARD**

